ANNUAIRE DE L'EHESS

Annuaire de l'EHESS
Comptes rendus des cours et conférences

2006
Annuaire 2004-2005

Sociohistoire des relations de pouvoir (XIX^e^-XX^e^ siècles)

Gérard Noiriel

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17498
ISSN : 2431-8698

Éditeur
EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée
Date de publication : 1 janvier 2006
Pagination : 272-274
ISSN : 0398-2025

Référence électronique
Gérard Noiriel, « Sociohistoire des relations de pouvoir (XIX^e^-XX^e^ siècles) », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2006, mis en ligne le 01 avril 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17498

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Sociohistoire des relations de pouvoir (XIX^{e}-XX^{e} siècles)

Gérard Noiriel

Gérard Noiriel, *directeur d'études*

La lutte contre la maltraitance. La construction des discriminations dans l'espace public

1 Nous avons poursuivi cette année notre réflexion sociohistorique sur les transformations des relations de pouvoir dans la société française aux XIX^{e} et XX^{e} siècles. Sur le plan méthodologique, nous avons insisté sur ce qui différencie ce domaine d'études de l'histoire politique. S'inscrivant dans le sillage des paradigmes qui ont remis à l'honneur la sociologie de l'action, la sociohistoire des relations de pouvoir se donne pour but d'analyser les activités sociales qui permettent à certains individus d'orienter (gouverner) la conduite des autres, les discours grâce auxquels ce pouvoir est justifié, les réactions des personnes placées dans ces rapports de dépendance. On a rappelé que, contrairement aux préjugés qui ont longtemps sous-tendu les analyses sur ce sujet, il ne s'agit nullement ici de dénoncer le pouvoir comme un phénomène négatif, un mal qu'il faudrait combattre. Les relations de pouvoir ne se réduisent pas à la question de la domination. Elles concernent aussi les formes de résistance et de coopération sociales qui cimentent les liens de solidarité entre les individus. On a plus particulièrement souligné l'Importance de l'œuvre de Norbert Elias, en montrant pourquoi le concept d'interdépendance était essentiel pour notre approche.

2 La présentation des études empiriques mettant en œuvre cette problématique a été organisée, cette année, autour de deux grands thèmes : la question de la maltraitance et la question des discriminations dans l'espace public. Notre réflexion s'est focalisée sur un moment bien précis. Au cours des mois de juin et juillet 1889, la III^{e} République a adopté deux lois qui inaugurent un profond bouleversement de la structure institutionnelle des rapports de pouvoir en France. La première de ces deux lois

concerne la nationalité française. C'est la traduction juridique du processus social d'intégration des classes populaires au sein de l'État-nation. Mais dans le même temps, cette loi institutionnalise de façon très rigoureuse la séparation entre les nationaux et les étrangers. L'analyse des « affaires » qui ont abouti à l'adoption des lois discriminatoires à l'égard des nomades (1912), des naturalisés (1927-1938) et, plus récemment, l'étude des polémiques qui ont accompagné l'adoption de la loi contre le port des « signes religieux ostensibles » à l'école (2004), nous ont permis de mieux comprendre les logiques de séparation entre « eux » et « nous », à l'œuvre dans l'espace public français depuis le début du XX^{e} siècle.

3 L'un des aspects importants de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité française tient à la remise en cause des prérogatives de la famille dans la transmission de la « qualité de Français » (les enfants nés en France de parents eux-mêmes nés en France sont désormais automatiquement Français, sans que les familles puissent s'y opposer). Cette stratégie républicaine visant à substituer le pouvoir d'État au pouvoir du père de famille est encore plus évidente lorsqu'on examine la loi du 24 juillet 1889 relative à la protection des enfants maltraités. Cette mesure constitue une rupture majeure dans l'histoire des relations de pouvoir entre adultes et enfants, au sein de la sphère domestique. Désormais, en effet, l'État peut intervenir dans les affaires de famille pour protéger les mineurs victimes des mauvais traitements infligés par leurs parents, en retirant à ces derniers la garde de leurs enfants. Depuis cette date, les différents acteurs qui agissent au nom des « droits de l'enfant », généralement en tant que représentants des pouvoirs publics, se sont immiscés de plus en plus dans la vie privée des citoyens pour combattre la « maltraitance » (terme apparu très récemment dans le vocabulaire français). Le séminaire a analysé les étapes de ce processus, en montrant comment le pouvoir d'État et ses agents avaient protégé les enfants maltraités en s'attaquant aux formes les plus arbitraires du pouvoir parental (surtout paternel), tout en soulignant les aspects contradictoires de cette politique sociale, notamment le rôle qu'elle a joué dans l'« étatisation » de la société française.

Publications

- *Gens d'ici venus d'ailleurs. La France de l'immigration de 1900 à nos jours,* Paris, Le Chêne, 2004, 296 p.
- « El "pasado-presente" : una aproximacion diferente de la historia del "tiempo presente" », dans *Hacer la Historia del siglo XX,* sous la dir. de R. Rémond, Madrid, Casa de Velazquez, Editorial Biblioteca Nueva, 2004, p. 173-190.
- « Comment défendre l'histoire de l'Afrique ? », postface à S. Awenengo, P. Barthelemy, C. Tshimanga (éd.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Cahier Afrique noire, 22, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 272-280.
- « Le droit d'asile : un idéal en crise », dans *La rue ? Parlons-en,* association Emmaüs, Paris, Le temps des cerises, 2004, p. 5-44.
- *Les Fils maudits de la République. L'avenir des intellectuels,* Paris, Fayard (« Histoire de la pensée »), 2005, 334 p.
- *État, nation et immigration,* Paris, Gallimard (« Folio-histoire »), 2005, 587 p.
- *Sur la « crise » de l'histoire,* Paris, Gallimard (« Folio-histoire »), 2005, 480 p.
- « La recherche et l'engagement : utiliser Foucault en sciences sociales », entretien avec É. Fassin, dans *Travailler avec Foucault. Retours sur le politique,* sous la dir. de S. Meyet, M.-N. Naves, T. Ribemont, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 183-194.

INDEX

Thèmes : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe